

**OBSERVATOIRE REGIONAL**  
**du Bâtiment et des Travaux Publics**

**LES INVESTISSEMENTS EN BTP**  
**DES COLLECTIVITÉS LOCALES**  
**EN 2006**



## Note méthodologique

Cette synthèse présente les résultats de l'enquête sur les intentions d'investissements en bâtiment et travaux publics des collectivités locales pour l'année 2006 (enquête Colloc, réalisée par le Ministère de l'Équipement).

Il s'agit d'une enquête par sondage réalisée par voie postale auprès d'un échantillon représentatif de collectivités. Le conseil régional et les conseils généraux, les communes de plus de 10 000 habitants et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre (à l'exception des petites communautés de communes) sont enquêtés exhaustivement. Les communes de moins de 10 000 habitants et les petites communautés de communes sont enquêtées par sondage.

Les résultats portent sur les comptes d'immobilisations (comptes 21 et 23) des budgets primitifs de l'année en cours (votés avant le 31 mars de l'année d'exercice) et de l'année précédente. Ils représentent donc des intentions de dépenses et non des réalisations effectives.

**L'enquête est essentiellement orientée vers la connaissance du marché économique du BTP en termes d'effort d'investissement des collectivités locales et de prévisions d'activité pour les mois à venir.**

La commande publique locale assure chaque année autour de 20 % du chiffre d'affaires du secteur du Bâtiment non résidentiel et près de 50 % de celui des travaux publics (source : ministère de l'Équipement / DAEI / BASP).

Les dépenses d'investissements des collectivités locales sont largement supérieures à celles de l'État : elles représentent 70 % de l'investissement public soit 10 % de l'investissement de l'économie française (source INSEE, comptes nationaux 2005).

## **SOMMAIRE**

<b>Diminution de l'effort d'équipement des collectivités locales</b>	<b>Page 4</b>
<b>Poids démographique de la région</b>	<b>Page 5</b>
<b>Répartition entre Bâtiment et Travaux Publics</b>	<b>Page 5 et 6</b>
<b>Répartition des investissements par type de collectivités</b>	<b>Page 6 à 8</b>
<b>Investissements des conseils généraux</b>	<b>Page 8</b>
<b>Investissements des communes</b>	<b>Page 10</b>

## 1- Diminution de l'effort d'équipement des collectivités locales

Les dépenses d'équipement sont des dépenses d'investissements regroupant les immobilisations corporelles et les immobilisations en cours ainsi que les avances à des tiers pour réalisations d'investissements.

Elles sont constituées à plus de 80 % de dépenses de bâtiment et de travaux publics, le reste étant composé d'achats de terrains, d'œuvres d'art, de matériels techniques, informatiques ou de transport ainsi que de frais d'études en cours.

Contrairement aux trois années précédentes, les collectivités locales de Poitou-Charentes prévoient un effort d'investissement en baisse, dans le cadre des budgets primitifs 2006.

En valeur, ces dépenses ne devraient pas dépasser 1 262 millions d'euros pour le BTP et diminuer de près de 3 % par rapport à l'année 2005.

Cette évolution place une nouvelle fois la région en dessous de la moyenne nationale pour les dépenses de BTP et d'équipement par habitant.

En terme de rythme de progression en dépenses de BTP entre 2005 et 2006, la région Poitou-Charentes n'occupe que le 20ème rang des régions françaises et affiche une décroissance équivalente aux régions Languedoc-Roussillon et Champagne-Ardenne.

Les dynamiques sont très variables selon les régions mais de nombreuses régions prévoient une diminution de leurs prévisions de dépenses de BTP.

### *Prévisions d'investissement par habitant en 2005 et 2006*

	Population en 2004 (1)	Dépenses d'équipement par habitant (euros) *			Dépenses de BTP par habitant (euros) *		
		2005	2006	Evolution	2005	2006	Evolution
Poitou-Charentes	1,7	912	911	0 %	791	769	- 3 %
France	60,3	1 119	1 170	+ 5 %	901	954	+ 6 %

(1) En millions d'habitants

Source : MTETM - COLLOC et INSEE (Estimations)

\* Ne sont pas pris en compte les budgets des groupements sans fiscalité propre (SIVOM, SIVU, etc.)

## 2- Poids démographique de la région

Avec 1,701 millions d'habitants en 2005, la région Poitou-Charentes représente 2,8 % de la population française (source : INSEE - estimations localisées de population au 1er janvier).

Comme en 2005, les prévisions de dépenses en BTP en 2006 sont en deçà de ce pourcentage, ce qui confirme la situation de la région Poitou-Charentes en dessous de la moyenne nationale au niveau de l'investissement par habitant.

### Prévisions d'investissement en 2005 et 2006

		En 2005	En 2006
Prévisions d'investissements d'équipement	Montant (1)	<b>1 495</b>	<b>1 493</b>
	Poids (2)	2,5 %	2,4 %
Prévisions d'investissements en BTP	Montant	<b>1 298</b>	<b>1 262</b>
	Poids	2,6 %	2,4 %

(1) En millions d'euros

Source : MTETM - COLLOC

(2) Poids de la région par rapport à la France entière

## 3- Répartition entre Bâtiment et Travaux Publics

Entre 2005 et 2006, l'évolution des prévisions d'investissement dans les travaux publics est de - 4 %, ce qui marque un net recul par rapport aux trois dernières années. Ce fléchissement tire vers le bas le poste BTP et le situe à 9 points en dessous de la moyenne nationale, qui fléchit mais reste dynamique.

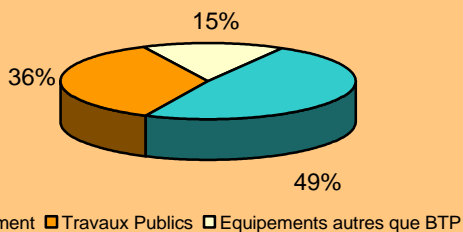
A un degré moindre, l'évolution des prévisions d'investissement en bâtiment est également inférieure à la moyenne française, ce qui était déjà le cas l'année précédente.

### Evolution des prévisions d'investissement entre 2005 et 2006

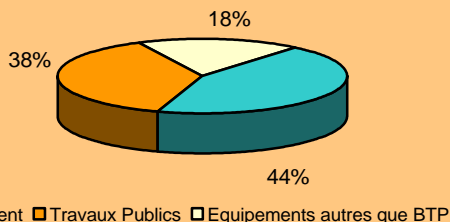
	Dépenses d'équipement	Ensemble BTP	Bâtiment	Travaux Publics
Poitou-Charentes	<b>0 %</b>	<b>- 3 %</b>	<b>- 2 %</b>	<b>- 4 %</b>
France	<b>+ 5 %</b>	<b>+ 6 %</b>	<b>+ 4 %</b>	<b>+ 7 %</b>

Source : MTETM - COLLOC

#### Répartition en 2006 en Poitou Charentes



#### Répartition en 2006 en France



Source : MTETM - COLLOC

## 4- Répartition des investissements par type de collectivités

La commande publique communale représente la majorité des investissements dans le secteur du BTP.

En effet, les communes seules (hors communauté d'agglomération et autres communautés de communes) constituent l'essentiel de l'investissement (55 % pour le bâtiment et 64 % pour les travaux publics).

Avec les communautés de communes, c'est 71 % de l'ensemble des investissements de la région qui est d'origine communale.

Les conseils généraux représentent 15 % des investissements en travaux publics mais seulement 11 % de l'ensemble des investissements régionaux.

Le conseil régional joue un rôle moindre comme maître d'œuvre de l'investissement dans le BTP (3 % de l'ensemble).



Evolution 2005/2006 des prévisions d'investissements en BTP  
selon le type de collectivité

Type de collectivités	BTP
Conseil Régional	- 30 %
Conseils généraux	- 5 %
Communauté d'agglomération	0 %
Grandes communautés de communes	- 8 %
Petites communautés de communes	- 5 %
Communes de 50 001 à 100 000 hab	+12 %
Communes de 20 001 à 50 000 hab	+ 14 %
Communes de 10 001 à 20 000 hab	- 12 %
Communes de 5 001 à 10 000 hab	+12 %
Communes de 2 001 à 5 000 hab	+ 6 %
Communes de 501 à 2 000 hab	- 14 %
Communes de moins de 500 hab	+ 23 %
TOTAL	- 3 %

## 5- Investissements des conseils généraux

Les prévisions d'investissement des quatre conseils généraux affichent des disparités tant en ce qui concerne les montants bruts des investissements prévus qu'en évolution par rapport à l'année 2005.

Avec 52,9 millions d'euros en investissement, le conseil général de Charente-Maritime devance considérablement les autres départements, en particulier dans le secteur des travaux publics.

Le conseil général de la Charente augmente ses prévisions de dépenses de 16 % par rapport à 2005.

Les Deux-Sèvres (et à un degré moindre la Vienne) connaît un recul notable, concernant surtout le secteur du Bâtiment.

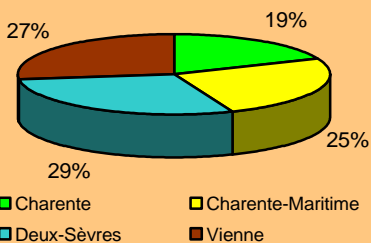
## Prévisions des dépenses d'investissements en 2006 des conseils généraux

		Charente	Charente-Maritime	Deux-Sèvres	Vienne
Bâtiment	Montant (1)	11,9	16,2	18,6	17,3
	Evolution annuelle	+ 120 %	- 31 %	- 20 %	+ 17 %
Travaux Publics	Montant (1)	14,8	36,7	16,6	11,9
	Evolution annuelle	- 16 %	+ 23 %	- 6 %	- 18 %
BTP	Montant (1)	26,7	52,9	35,2	29,2
	Evolution annuelle	+ 16 %	- 1 %	- 15 %	- 1 %

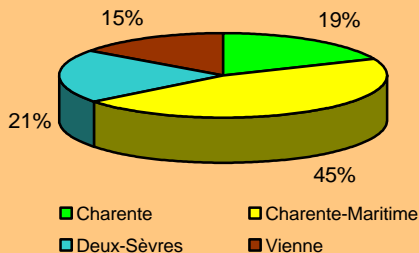
(1) En millions d'euros

Source : MTETM - COLLOC

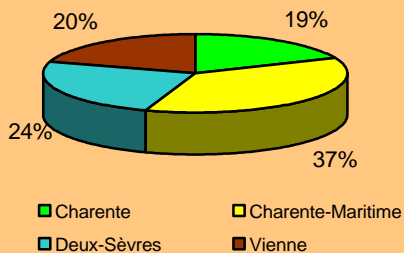
### Répartition Bâtiment en 2006



### Répartition Travaux Publics en 2006



### Répartition BTP en 2006



## 6- Investissements des communes

Les petites communes, et notamment les communes de 501 à 2000 habitants, constituent la grande partie de la commande publique locale en investissement BTP (36 %).

Les communes de plus de 10 000 habitants représentent 13 % des investissements communaux en BTP, avec pourtant un poids démographique de 26 % de la population.

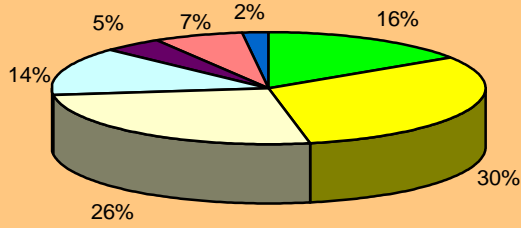
A l'inverse, avec 42 % de la population, les communes de moins de 2000 habitants représentent 48 % du total des investissements.

### *Dépenses en investissements des communes selon leur taille*

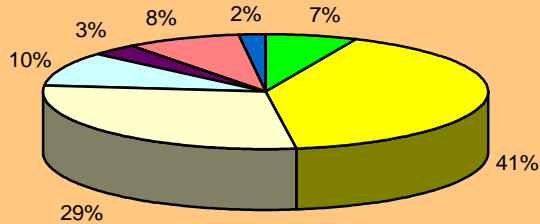
Taille des communes	Investissement total	Poids démographique
50 001 à 100 000 habitants	2 %	13 %
20 001 à 50 000 habitants	7 %	8 %
10 001 à 20 000 habitants	4 %	5 %
5 001 à 10 000 habitants	12 %	10 %
2 001 à 5 000 habitants	27 %	22 %
501 à 2 000 habitants	36 %	30 %
moins de 500 habitants	12 %	12 %
TOTAL	100 %	100 %

Source : MTETM - COLLOC

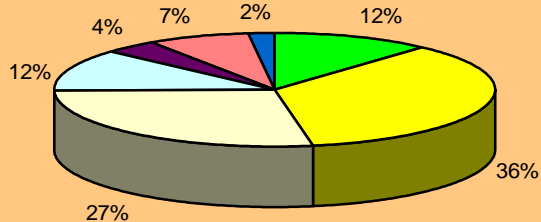
**Répartition Bâtiment en 2006 dans la Région**



**Répartition TP en 2006 dans la Région**



**Répartition BTP en 2006 dans la Région**



- Moins de 500 hab
- De 501 à 2000 hab
- De 2001 à 5000 hab
- De 5001 à 10000 hab
- De 10001 à 20000 hab
- De 20001 à 50000 hab
- De 50001 à 100000 hab

Document réalisé par :

**CELLULE ECONOMIQUE REGIONALE DE LA CONSTRUCTION**

15 Rue Arthur Ranc - BP 539 - 86020 POITIERS CEDEX

Tél : 05.49.41.47.37 - Fax : 05.49.55.65.89 - Mail : cerc-pch@i-carre.net

[www.cerc-pc.fr](http://www.cerc-pc.fr)

Conception : CERC Poitou-Charentes

Impression : Oudin Imprimeur

Directeur de la publication : Gilles GUITTON, Président de la CERC

et financé par :

